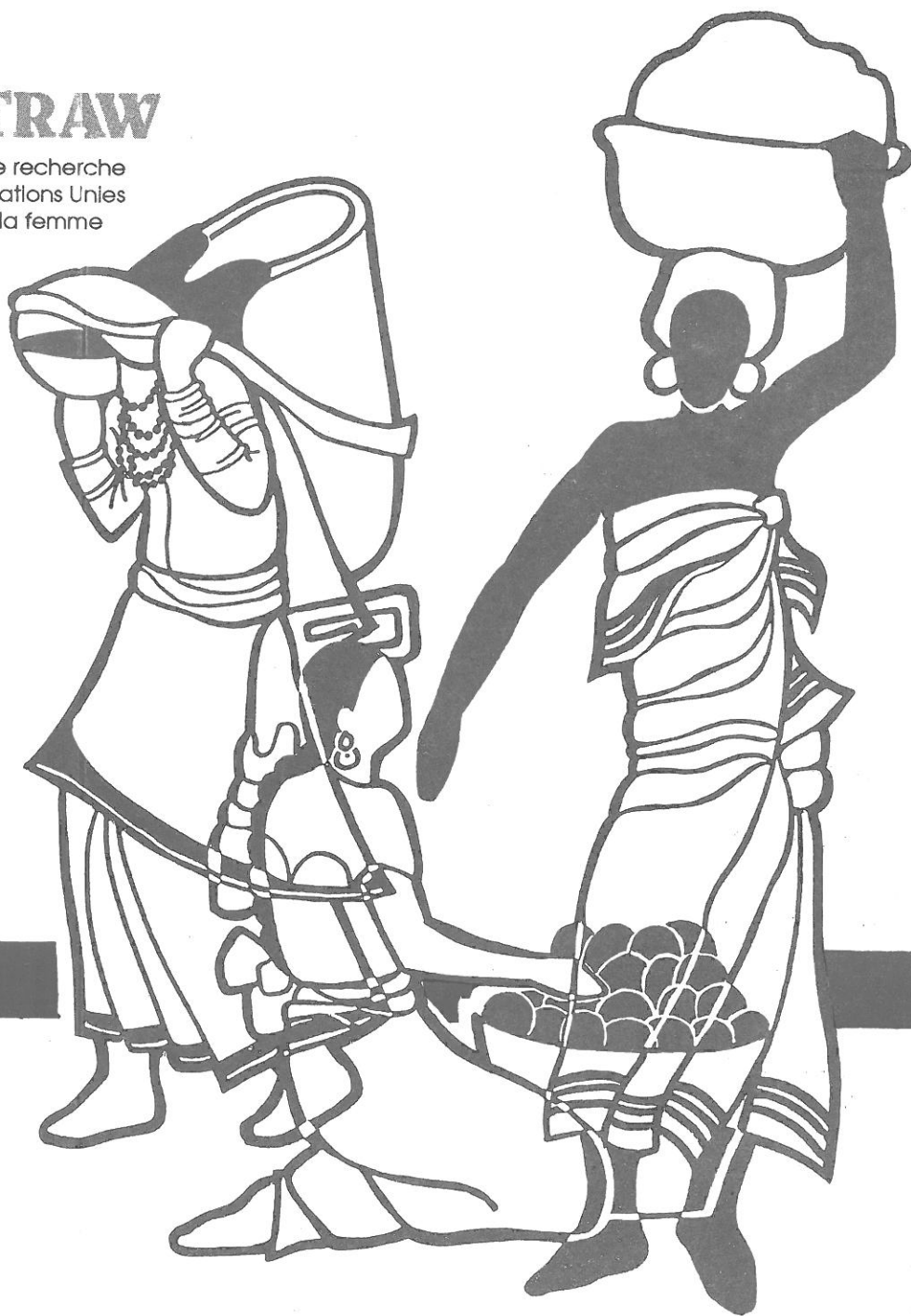


LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES DES FEMMES

TROIS ETUDES DE CAS: KENYA, MEXIQUE, NEPAL



Institut international de recherche
et de formation des Nations Unies
pour la promotion de la femme



1989 I
STA-GLO
FR

Sommaire

- 1 **La classification des activités des femmes**
Trois études de cas: Kenya, Mexique, Népal
- 3 **KENYA:**
Système national de classification des professions
- 7 **MEXIQUE:**
Recommandations pour la classification des activités et
des professions des femmes
- 10 **NEPAL:**
Classification des professions et des activités
industrielles dans les méthodes de recensements et
d'enquêtes sur les ménages

Equipe de rédaction:

Dunja Pastizzi-Ferencic, Jeannie Ash de Pou,
Christine Lemoine

Traduction:

Agnès Boonefaes, Yvonne Bellion

Equipe de production et de distribution:

Magda Canals de Peña, Leticia Vences

Composition et mise en page:

Computer Solutions, S.A.

Couverture et dessins:

Millaray Quiroga

La classification des activités des femmes

Trois études de cas: Kenya, Mexique, Népal

Tout le monde admettra que des données statistiques fiables sont essentielles pour évaluer la situation économique et sociale des femmes et pour mesurer leur contribution au développement. En outre, l'amélioration de l'information statistique sur les femmes ne les concerne pas uniquement. On reconnaît de plus en plus qu'il faut des statistiques valables pour formuler les politiques du développement économique et social et pour assurer le bon fonctionnement du marché.

De nos jours, il est donc généralement accepté qu'un élément fondamental du travail statistique est l'existence de données désagrégées par sexe, non seulement dans les statistiques démographiques mais aussi dans celles qui se



réfèrent à la situation sociale, à l'économie et autres. Cependant, la mise en oeuvre concrète de ce concept n'a pas suivi son acceptation de principe. Cela est dû à plusieurs raisons dont le manque de planification des enquêtes et des recensements; la conception et le libellé des questionnaires et des interviews, les préjugés qui se manifestent dans la sélection et dans le comportement des

enquêteurs/interviewers, et le système de classification utilisé.

Ce supplément d'*INSTRAW NOUVELLES* comporte des études de cas sur l'expérience de trois pays en développement en matière de classification des occupations et des branches d'activité économique. Il s'agit du Kenya, du

Mexique et du Népal. L'étude comprend également des commentaires sur la révision proposée de la Classification internationale type des professions (CITP), basée sur une analyse des études de cas mentionnées et sur d'autres travaux concernant le besoin d'améliorer la quantification et la classification des professions et des activités où les femmes sont représentées de façon disproportionnée par rapport aux hommes. Ces études et commentaires* avaient été sollicités par l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et par le Bureau de statistique des Nations Unies, avec l'appui du gouvernement des Pays-Bas dans le cadre d'un projet sur les femmes dans le secteur non structuré de l'économie. Ces travaux ont été réalisés par des consultants auprès de l'INSTRAW et du Bureau de statistique en vue de promouvoir la discussion et un débat sur ces

points à la Quatorzième conférence internationale de statisticiens du travail, organisée par le Bureau international du Travail (BIT) conformément aux recommandations du Groupe d'experts de la quantification du revenu des femmes et de leurs participation et production dans le secteur non structuré, réuni à Saint-Domingue du 13 au 17 octobre 1986.

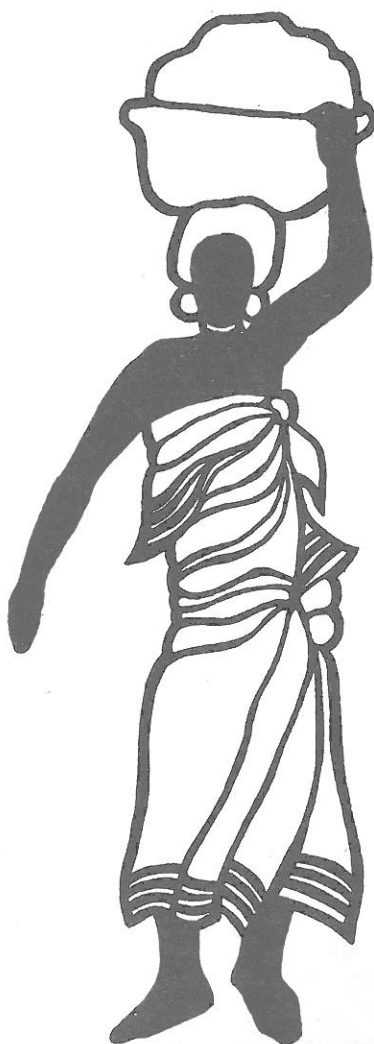
Les opinions exprimées dans les études et les commentaires contenus dans ce résumé ont été recueillis comme base de recherche pour le travail de l'INSTRAW et du Bureau de statistique, en vue de stimuler la discussion des expériences nationales, et plus particulièrement du point de vue des femmes dans les pays en développement. Ces opinions ne reflètent pas nécessairement les vues de l'INSTRAW, du Bureau statistique ou des autorités des pays concernés.

* Review of occupation and industry classification experience in three countries and comments on the 1987 proposed revision of the International Standard Classification of Occupations from the perspective of women's concerns, document de conférence.

Système national de classification des professions*

Il est essentiel de comprendre la nature et le sens des préjugés contenus dans les études sur la main-d'oeuvre si l'on veut réellement créer une base statistique solide pour estimer et projeter l'offre de main-d'oeuvre féminine, de même qu'évaluer de façon réaliste la contribution productive des femmes des économies du tiers monde et les besoins économiques de ces femmes. En outre, il faut reconnaître que tout cela affecte la formulation des politiques visant à inclure les femmes dans le développement social et économique. ⁽¹⁾

Au sein des économies ménagères des régions rurales, l'âge et le sexe sont des variables déterminantes pour expliquer la répartition des tâches parmi les membres des ménages et des collectivités. Une planification du



développement qui ne tienne pas compte de la valeur de la production ménagère des femmes et des enfants sous-estime sérieusement leur contribution au Produit national brut (PNB). Il est maintenant généralement admis qu'il faut redéfinir ce qu'implique le travail des femmes dans les pays en développement. De même, il est évident que les normes appliquées au niveau international et les définitions opérationnelles des concepts et des mesures de l'emploi sont inadéquates pour ce qui est des statistiques sur les hommes et les femmes des pays en développement.

En vue d'évaluer de façon exacte les conditions du marché du travail d'un pays, il est important d'identifier l'emploi et le sous-emploi et de se rappeler que toutes les activités économiques ne se déroulent pas nécessairement sur le marché. Dans de nombreux pays en développement, une

* La version originale de l'étude a été préparée par la consultante de l'INSTRAW, D. O. Awaho.

grande partie de la production est l'oeuvre des ménages. C'est conscient de ce besoin que le gouvernement du Kenya s'est engagé, par le biais de son Plan de développement pour 1974-78, d'étendre la participation du peuple dans l'économie, d'augmenter les possibilités d'emploi et d'assurer une répartition plus égale des ressources et des revenus. ⁽²⁾

L'Enquête de 1977-78 sur la main-d'oeuvre a indiqué que parmi la population urbaine en âge de travailler, 84 pour cent des hommes et 39 pour cent des femmes faisaient partie de la main-d'oeuvre. D'autre part, dans les régions rurales, l'Enquête a montré une participation plus élevée des femmes, soit 68 pour cent, en comparaison de 70 pour cent pour les hommes. En outre, 13 pour cent des hommes et 19 pour cent des femmes ont déclaré qu'ils étaient habituellement employés mais que, ce jour-là, ils n'étaient pas au travail.

La classification des travailleurs agricoles devrait s'étendre à tous les types de travail agricole. Dans un nouveau système de classification, il faudrait tenir compte de différentes activités qui sont généralement effectuées par des femmes, telles que creuser, sarcler, récolter, transporter et emmagasiner. Il en va de même pour les autres catégories agricoles comme la pêche, par exemple; au Kenya, ce sont surtout les femmes qui se chargent de nettoyer et de vendre le poisson.

Le système de classification pourrait être amélioré dans d'autres domaines afin de mieux refléter la réalité : travailleurs médicaux, paramédicaux et d'infirmerie; travailleurs dans d'autres activités connexes employant avant tout des ressources humaines; travailleurs dans le secteur des services individuels; travailleurs culturels; cadres et administrateurs du secteur privé et des organismes parastataux; travailleurs agricoles; ouvriers des usines textiles, de la maroquinerie et d'autres industries manufacturières. A l'intérieur de la catégorie médicale et paramédicale, il faut également inclure les accoucheuses vu que ce sont elles qui assistent dans la plupart des naissances dans les

régions rurales. Il reste à discuter si ces travailleuses médicales traditionnelles devraient faire l'objet d'un code séparé, mais il faudrait au moins les différencier du travail culturel en général.

Dans les classifications éducatives, le système kényen n'établit pas de catégorie séparée pour les instituteurs et institutrices des jardins d'enfants. En effet, très peu d'enfants vont à l'école maternelle avant d'entreprendre leur scolarité formelle et reçoivent donc leur éducation préscolaire à la maison, activité généralement assurée par des femmes.

Il faudrait également distinguer les activités réalisées principalement par des femmes dans le secteur urbain non structuré. Ces activités incluent les salons de coiffure pour femmes, les vendeurs ambulants et l'artisanat.

Il convient aussi d'étudier certains facteurs qui affectent la participation des femmes à la main-d'oeuvre. Dans les économies agricoles, comme au Kenya, ces facteurs incluent les fluctuations saisonnières de la demande de main-d'oeuvre ménagère, le cycle de la vie familiale, la présence ou non d'hommes dans la famille et la situation économique de la femme dans les régions rurales et urbaines.

La nouvelle stratégie du développement du Kenya se base sur une croissance économique renouvelée et rapide vers un taux moyen de croissance du Produit national brut (PNB) de 5,6 pour cent annuel entre 1984 et l'an 2000. Cette croissance serait rendue possible par la création d'emplois dans le secteur non structuré et dans l'industrie et par l'accroissement de la production en vue de pouvoir nourrir la population. ⁽³⁾

Le gouvernement du Kenya a récemment reconnu le secteur non structuré comme un élément dynamique dans la stratégie de développement équilibré entre la ville et les campagnes. Le secteur non structuré souffre d'une image publique négative malgré ses nombreuses caractéristiques positives et le rôle vital qu'il joue dans la reprise économique du pays. Les activités de ce secteur non structuré constituent un terrain

de formation privilégié pour les futurs entrepreneurs africains et s'il est vrai qu'il ne produit pas énormément de devises, il possède néanmoins un potentiel inépuisable en tant que source d'emplois pour la main-d'oeuvre en croissance. Le secteur non structuré produit d'ailleurs aussi des biens et services pour l'autoconsommation, ce qui permet d'épargner de l'argent, surtout au niveau des ménages.

Le Bureau central de statistique collecte régulièrement des données sur l'emploi et sur les

activités industrielles qui sont utiles à l'étude du rôle de la femme dans les secteurs structuré et non structuré. Dans l'Enquête sur la production industrielle, de l'information a été recueillie sur l'emploi et les revenus des "personnes engagées". Les "personnes engagées" se définissent comme étant celles qui ont déclaré être employées dans l'entreprise au début et à la fin de la période d'enquête, et incluent des employés salariés, des propriétaires et administrateurs établis à leur compte et des travailleurs familiaux non rémunérés.⁽⁴⁾

Personnes engagées: totaux enregistrés (par mille), juin 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986 *
Etablissements modernes- régions rurales et urbaines					
Employés salariés	1046,0	1093,3	119,7	1174,4	1220,5
Travailleurs indépendants et travailleurs familiaux non rémunérés	62,7	63,2	32,4	33,1	35,4
Entreprises à petite échelle					
- urbaines +	172,2	134,3	145,0	158,2	182,6
- rurales		87,1	88,3	96,3	98,4
TOTAL	1280,9	1377,9	1385,4	1462,0	1536,9

* Provisoires

+ Anciennement appelées secteur urbain informel ou non structuré.

Source: G. O. K. ECONOMIC SURVEY, 1986 et 1987.

Le Produit intérieur brut et l'économie mixte

L'économie kényenne est une économie mixte et le restera certainement dans l'avenir. Le noyau central du secteur privé sont les petits agriculteurs et éleveurs de bétail qui emploient directement plus de la moitié de toute la main-d'oeuvre nationale. Le deuxième employeur le plus important est le secteur non structuré. Ensemble, ces deux secteurs emploient près des trois-quarts de la population active. Le troisième est constitué par les exploitations agricoles et les entreprises à

grande échelle dont l'importance réside dans le fait qu'elles emploient la population la plus productive. Cependant, il est clair que la prospérité future de la majorité des Kényens dépend du développement des deux premiers secteurs.

Le PIB du Kenya est calculé comme la somme des économies monétaire et non monétaire. L'économie monétaire comprend les entreprises et les institutions sans but lucratif, les ménages privés et les producteurs de services publics. Au sein de l'économie non monétaire; on dispose de très peu d'information quant à savoir qui fait quoi

dans les domaines de la sylviculture, la pêche, le bâtiment, l'approvisionnement en eau et la propriété des logements. Il est évident que dans les zones rurales ce sont surtout les femmes qui cherchent l'eau utilisée dans le ménage, bien qu'aucune enquête n'ait encore déterminé qui se charge exactement de quelle activité.

Même dans le secteur monétaire on ne tient pas compte de la plupart des activités agricoles qui sont réalisées dans les régions rurales, quoique l'on admette officiellement que les femmes constituent la grande majorité de la main-d'oeuvre agricole des petites exploitations. En ce qui concerne le bâtiment, on ne peut oublier que les femmes y participent en transportant l'eau pour la construction de salles de classe semi-permanentes et de logements des instituteurs; elles contribuent également en espèces pour le paiement des maçons. C'est pour toutes ces raisons que dans la compilation de la comptabilité nationale du Kenya, pratiquement tous les projets de ce genre tombent dans la catégorie des programmes d'auto-assistance du secteur non monétaire.

Dans le passé, le secteur non structuré était utilisé par le gouvernement du Kenya pour résoudre le chômage et aucun effort n'était fait pour l'étudier en fonction de l'économie nationale. Depuis les recommandations faites par une équipe du BIT, le gouvernement s'est cependant efforcé de collecter des données annuelles sur le secteur non structuré urbain. La première publication de l'Enquête sur le secteur non structuré (appelé maintenant "entreprises à petite échelle") en 1987 aurait dû couvrir la période 1973 à 1982, mais seulement 2 des 9 tableaux fournissent des données désagrégées par sexe à partir de 1978. L'information sur le secteur non structuré a été recueillie principalement pour les activités suivantes: manufacture; construction; commerce en gros et au détail; hôtels et restaurants; transports et communications; services communautaires, sociaux et individuels. Si des tableaux supplémentaires avaient été désagrégés par sexe, on aurait pu obtenir plus d'information sur le rôle des femmes dans le secteur non structuré.

Le Ministère a cependant pris des mesures pour pallier les défauts du passé. Il a été préparé un nouveau questionnaire et les enquêtes sur les secteurs non structurés urbain et rural seront menées séparément.

Il reste néanmoins un problème: celui d'un engagement ferme des autorités à tenir compte des problèmes fondés sur le sexe dans les statistiques. Pour ce faire, l'information collectée par le Bureau central de statistique doit d'abord être désagrégée par sexe et être accompagnée d'une analyse qui mette en évidence les différences sexuelles. Les documents officiels doivent également mettre l'accent sur le besoin de réduire les différences attribuées aux sexes dans le domaine des politiques de développement rural, de l'emploi, de l'éducation, de l'urbanisation, etc. Finalement, étant donné que la majeure partie de l'information est recueillie à l'échelon national et non pas local, elle ne reflète pas du tout le véritable rôle des femmes qui vivent dans les régions rurales.

Vu que le système kényen de classification se base sur la Classification internationale type des professions (CITP), il en contient également les défauts. Les définitions des activités varient, ce qui explique pourquoi l'on retrouve des groupes de données classés sous des rubriques telles que "non classées ailleurs". En ce qui concerne ces activités mal définies, il faudrait se poser les questions suivantes:

- Pourquoi sont-elles mal définies ?
- Qui réalise ces activités (par sexe, âge, éducation, etc.) ?
- Où se déroulent-elles principalement ?
- Pourquoi se réalisent-elles (raisons économiques ou autres) ?

Notes

- (1) Centre international de recherches sur la femme, 1980, *The Productivity of Women in Developing Countries: Measurement Issues and Recommendations*, page 1.
- (2) Centre international de recherches sur la femme, 1980, op. cit., page 23.
- (3) Document de session No. 1, 1986, *Economic Management for Renewed Growth*, Presses du Gouvernement, Nairobi, page 1.
- (4) Bureau central de statistique, *Census of Industrial Production 1977*, page 10.

Recommandations pour la classification des activités et des professions des femmes*



La production de données statistiques s'effectue en plusieurs étapes:

1. Schéma théorique: les objectifs de la collecte de données et la définition opérationnelle doivent être communiqués par les matériels didactiques.
2. Collecte de l'information: comprend l'organisation du travail sur le terrain, la rédaction des manuels, la formation et la supervision de l'analyse du travail sur le terrain.
3. Codification: cette tâche requiert l'utilisation de classifications qui permettent de traduire des concepts en codes qui rendent possible la compilation statistique de l'information recueillie.
4. Traitement électronique: à partir de données qui doivent être vérifiées quant à la validité de leur rang. Ensuite, des programmes se chargent de prouver la congruence des rapports entre les données collectées.
5. Présentation des résultats: correspond à la publication des tabulations élaborées lors de la planification des objectifs.

Toutes ces étapes font partie d'un processus global et n'importe quelle déficience dans l'une de ces étapes affecte nécessairement le résultat des autres. En conséquence, la classification des

* La version originale de l'étude a été préparée par la consultante Mercedes Pedrero.

professions doit tenir compte des concepts originaux, des questions, des instructions pour l'interviewer et pour le codificateur, et des différents niveaux d'agrégation avec leurs codes correspondants.

A cause de sa taille et de sa situation géographique, le Mexique est un pays où existent pratiquement tous les types d'activités. C'est un pays en développement où les activités modernes en côtoient d'autres beaucoup plus anciennes, avec leurs technologies, modèles d'organisation et processus de production respectifs. Tout cela produit une main-d'oeuvre hétérogène qui requiert un traitement statistique complexe.

Cette complexité ne se limite pas à la main-d'oeuvre féminine étant donné que les hommes, jeunes et vieux, ont beaucoup de choses en commun avec les femmes en ce qui concerne leur situation de travail, de la définition des "activités économiques" - où le travail ménager est considéré non économique - jusqu'à la participation au secteur non structuré. Par conséquent, certaines activités ne doivent pas être qualifiées de féminines lorsque les données peuvent faire l'objet de références croisées pour les deux sexes. Cette démarche peut également être utile dans la collecte de données sur d'autres groupes marginaux, puisque des questions déjà compliquées au départ ne seraient ainsi plus davantage compliquées par un contrôle supplémentaire concernant les données relatives au sexe des travailleurs.

Cependant, ces professions et activités auxquelles participent les femmes en grande mesure doivent être prises en ligne de compte conjointement avec les façons dont les femmes s'intègrent à ces activités économiques. Ce procédé permettrait toutes les ventilations nécessaires des classifications en vue de révéler la diversité de la participation des femmes à la main-d'oeuvre. De même, cette pratique pourrait contribuer à réaffirmer le rôle économique de certaines de ces activités, éliminant ainsi tous les doutes quant à leur inclusion vu qu'elles apparaîtraient effectivement sur les listes.

Nous présentons ci-dessous quelques catégories liées aux aspects économiques de la différenciation des marchés qui permettent d'aborder les problèmes de classification :

- a) marché du travail du secteur structuré de l'économie;
- b) marché du travail du secteur non structuré lié aux activités économiques du secteur structuré;
- c) marché du travail du secteur non structuré autonome;
- d) marché du travail des activités agricoles et d'élevage;
- e) marché noir du travail ou économie clandestine.

Ces suggestions devraient faciliter la collecte et la classification de la population active par type d'activité. Nous présentons aussi quelques questions qui permettraient aux recensements des populations d'identifier directement le produit ou le service généré tout en décrivant le type d'établissement concerné. En effet, les enquêtes ouvrent de nombreuses possibilités d'élargir l'information disponible au moyen des questions supplémentaires suivantes:

- **activités agricoles et d'élevage de bétail:**
1) Qu'est-ce qu'on produit ou élève ? 2) Quels types d'outils ou de machines sont utilisés ? 3) Y a-t-il l'un ou l'autre risque dans ces activités ? 4) La production est-elle destinée à l'autoconsommation ou à la vente (dans ce cas, pour l'exportation) ?
- **industrie:** 1) Quel est le produit ? Spécifiez s'il est produit à partir de matières premières ou ne s'agit-il que d'une étape dans le processus productif. 2) Quels sont les matériaux utilisés ? 3) Quel est le type d'outils ou de machines utilisé ? 4) Quelle est la destination du produit ?

- **services:** 1) Quel est le type de service effectué ? 2) S'agit-il d'un service pour une entreprise ou un client en particulier, ou pour le public en général ? 3) Est-ce un service public ou privé ? 4) Dans le cas d'un commerce, à quelle échelle opère-t-il, en gros ou au détail ?

Il y a aussi certaines activités où dominent les femmes et qui devraient être classifiées séparément:

- a) dans le secteur agricole, ces activités incluent les cultures de potager; la culture des fleurs; certaines tâches dans la culture de produits tels que le café, le cacao, le poivre, le tabac, le maïs, etc. ; et d'autres tâches comme le sarclage et l'emballage des produits agricoles;
- b) dans l'élevage, il faudrait séparer la porciculture de l'élevage de volailles;
- c) dans la sylviculture, la cueillette d'herbes médicinales, de champignons, de racines et de baies devrait être séparée de la collecte de bois de chauffage;
- d) dans l'industrie de transformation de la viande, l'abattage du bétail, généralement effectué par des hommes, doit être séparé de l'abattage des volailles, une responsabilité des femmes. Dans les autres industries alimentaires, les sous-divisions nécessaires existent déjà;
- e) dans l'industrie textile, il faut également établir des distinctions dans les procédés artisanaux tels que les métiers à tisser manuels et à courroie; l'élaboration de produits de palme, de vannerie et de chapeaux; la bonneterie et le crochet. Il convient aussi de différencier le travail à la pièce et le travail à la chaîne;
- f) les industries de la céramique et de la poterie doivent également être prises en compte de façon séparée;

- g) l'industrie chimique emploie une quantité considérable de femmes dans la fabrication de savons, cosmétiques et produits pharmaceutiques;
- h) dans l'électronique, la fabrication et le montage des appareils électroménagers et autres accessoires doivent être traités de façon différente des processus où on ne réalise qu'une seule ou que quelques opérations. Ceci permettra d'accorder plus d'attention à la division sociale du travail à l'intérieur du pays, de même qu'au niveau international;
- i) dans les services, la préparation d'aliments pour leur vente au public doit être examinée en fonction de la taille des établissements vu que les plus petits sont généralement des entreprises familiales dans lesquelles les femmes jouent un rôle prépondérant. Une distinction entre le genre de restaurants est également nécessaire, puisque les plus élégants emploient toujours des serveurs masculins.

On notera donc que des études spécifiques doivent être entreprises sur le marché de la main-d'oeuvre dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et du bâtiment, non seulement en vue d'une classification des professions mais aussi pour réviser l'application de cette classification en fonction du poste occupé au travail. Dans le secteur agricole et l'élevage, il est difficile de parler de professions spécifiques bien qu'il y ait une certaine division technique du travail puisque la plupart des emplois sont saisonniers (et occupés principalement par des femmes). En ce qui concerne l'industrie du bâtiment, les systèmes de sous-traitance sont très complexes et doivent être examinés plus à fond.

Classification des professions et des activités industrielles dans les méthodes de recensement et d'enquête sur les ménages*

Le Groupe d'experts de la quantification du revenu des femmes et de leur participation et production dans le secteur non structuré, réuni à Saint-Domingue en octobre 1986, a relevé une série de problèmes ayant trait aux données sur les activités économiques des femmes et, plus particulièrement, sur les classifications des professions et de l'activité économique. Une partie de ces problèmes est due au fait que les catégories d'activités économiques et non économiques utilisées dans les recensements ne sont pas compatibles avec les définitions du travail productif et non productif employées dans le Système de comptabilité nationale (SCN). Un autre groupe de problèmes se réfère aux difficultés pratiques de traduire les concepts théoriques élaborés dans les économies de marché développées en catégories significatives pour la réalité des pays en développement. D'autres



problèmes encore, spécifiquement pour les femmes au travail, sont liés au fait que certains services tels que l'approvisionnement en eau, la cuisine, le nettoyage et les soins aux enfants, ne sont pas inclus dans la définition de la production qui est utilisée dans le SCN.

* La version originale de l'étude a été préparée par les consultantes Meena et Pushpa Acharya.

Au Népal, il y a des problèmes pour définir exactement le secteur non structuré, bien que ce secteur soit assez réduit dans les zones urbaines. Le secteur non structuré urbain emploie deux catégories de femmes: 1) les employées domestiques et 2) les femmes qui gèrent des échoppes familiales pendant que les membres masculins participent à d'autres activités. En ce qui concerne les régions rurales du Népal, le secteur de subsistance semble constituer un concept plus précis pour caractériser le travail des femmes, vu que le concept de secteur informel peut inclure des travaux réalisés pour des ménages autres que son propre ménage, ou des biens produits pour la vente. Le travail dans le secteur de subsistance veut dire que l'on travaille dans son propre ménage sans en percevoir de recettes. Selon cette définition, les femmes népalaises se situent donc principalement dans le secteur de subsistance.

Dans le cas du Népal, il faut également signaler que la classification des occupations et des branches d'activité utilisée dans les recensements est inadéquate pour les hommes aussi bien que pour les femmes.

La comptabilité nationale du Népal est rudimentaire et on se concentre sur la production pour calculer le PIB créé par l'agriculture et la manufacture. Pour estimer le PIB des autres secteurs, on mélange les méthodes qui se basent sur le produit et sur les revenus. Cependant, dans l'agriculture il y a une activité importante qui est omise dans les calculs du PIB et les recensements. Il s'agit de la transformation des céréales. On a calculé que le traitement des produits alimentaires pour usage ménager (surtout le meulage et le broyage de différentes céréales) représente environ 16 pour cent de la production des ménages. La production primaire pour les ménages a été évaluée et incluse dans le PIB. La production totale de l'agriculture et de l'élevage est estimée produit par produit.

Le problème réside dans le fait qu'il n'est pas clair jusqu'à quel point la population qui est engagée dans ces activités est enregistrée comme économiquement active dans les recensements.

Pour ce qui est des femmes travailleuses, les statistiques disponibles les sous-estiment. En outre, les statistiques sur l'affectation sectorielle des travailleurs masculins ne semblent pas non plus être très réalistes.

Lorsqu'on considère la classification des travailleurs, un important point de départ est de déterminer qui est "économiquement actif", parce que c'est à ce niveau-là que la plupart des femmes sont oubliées et simplement enregistrées comme économiquement inactives. Le recensement de 1981 a utilisé la définition suivante d'"économiquement actif":

"Les personnes âgées de dix ans et plus employées dans l'agriculture, le commerce ou les services contre paiement, bénéfice ou rémunération en espèces ou en nature pendant la période de référence seront considérées comme économiquement actives". Il est également spécifié que les personnes économiquement actives doivent avoir travaillé pendant au moins huit mois (d'affilée ou par intervalles) au cours de la dernière année.

Le travail ménager est classifié comme économiquement inactif. Par conséquent, 44 pour cent de la population féminine âgée de 10 ans et plus est classifiée comme ménagère sans activité économique, malgré le fait que les femmes et les jeunes filles consacrent 58 pour cent de leur temps à ce type d'activité.

Au Népal il existe encore une autre source d'information sur la population active qui n'omet pas automatiquement les femmes. Il s'agit de l'Enquête économique des ménages de 1984 qui a calculé le taux d'activité économique en faisant la somme de toutes les personnes qui ont déclaré avoir l'une ou l'autre profession. Dans cette enquête, 75 pour cent (77,8 pour cent des hommes interviewés et 72,2 pour cent des femmes) ont déclaré exercer une profession. Dans ce cas, on ne présumait pas que les femmes étaient des ménagères, ce qui a permis d'inclure un groupe plus large de femmes. En comparaison avec le recensement, les chiffres sur la

main-d'oeuvre féminine dans les régions rurales sont fortement sous-estimés, alors que ceux pour les hommes semblent avoir été exagérés.

Un autre problème du recensement était la question concernant la nature du travail. Cette question reléguait souvent les femmes au groupe "sans profession déclarée". En outre, la liste des professions se réfère plutôt à des emplois modernes et non pas aux traditionnels. Par exemple, les servantes sont spécifiées en tant que groupe, ce qui correspond à des travailleuses domestiques, mais au Népal ce terme ne possède pas de traduction équivalente. Un terme plus acceptable aurait été celui de domestique vu qu'au Népal les hommes comme les femmes peuvent exercer cette profession. Dans les ménages népalais, les employés domestiques travaillent à la fois comme cuisiniers et comme serveurs dans des tâches telles que le jardinage, la garde de la maison et la conciergerie, et les statistiques montrent qu'environ un tiers de ces travailleurs sont des hommes. Par conséquent, on peut douter que la catégorie des servantes englobe réellement tous ces types de travailleurs.

Le traitement des produits alimentaires est une catégorie très importante qui n'apparaît dans aucune des autres catégories. Les codes qui incluent certains types d'industries alimentaires spécifiés en traduction népalaise n'englobent pas le travail réalisé à la maison, et il n'est pas clair non plus si la catégorie des boulangers, pâtisseries et confiseurs inclut les femmes qui réalisent ces tâches chez elles. Selon les directives pour la classification industrielle dans les recensements, les hommes qui se consacrent à ce type de professions sont inclus dans le commerce vu qu'ils possèdent un magasin. Par contre, les femmes qui font de la pâtisserie chez elles pour la vendre dans la rue, ne sont pas prises en considération puisqu'elles ont probablement été classifiées comme ménagères, ce qui élimine une grande partie des confiseurs du Népal rural.

Dans la liste des classifications industrielles, l'agriculture semble former une catégorie trop vaste qui couvre toute la population rurale

indépendamment de sa profession. Dans les ménages ruraux, ce ne sont que les femmes ayant de petits enfants et appartenant à des familles nombreuses qui consacrent la majeure partie de leur temps aux travaux ménagers. Les autres femmes partagent le travail, dans les entreprises familiales, avec les hommes sur un pied d'égalité.

Etant donné l'étape de développement économique où se trouve le Népal, la population rurale n'est pas encore spécialisée par professions ni par secteurs. Il est donc très difficile pour les personnes de savoir quelle profession elles doivent déclarer. Par exemple, le cordonnier du village, en général, possède aussi un lopin de terre dont lui et sa famille s'occupent tout en fabriquant des chaussures. Dans ce cas et dans celui de la plupart des femmes, il serait utile de disposer d'une description plus détaillée du type de travail le plus fréquemment réalisé et d'un manuel d'instructions plus précis et complet en vue de corriger les inexactitudes les plus importantes dans les données des recensements.

Nous présentons ci-dessous quelques mesures qui permettraient de modifier les concepts d'activité économique et non économique afin qu'ils reflètent davantage la composition du travail au Népal.

1. Il ne faut pas inclure de question visant à savoir si la personne est économiquement active ou inactive. Cette conclusion ne doit être tirée qu'au cours d'un deuxième temps et après analyse de la composition du travail.
2. Au cours de la collecte de données dans les régions rurales des pays en développement, les personnes doivent être classifiées d'abord en fonction du secteur de travail auquel elles appartiennent, et cela suivant quatre catégories:
 - a) secteur moderne organisé
 - b) secteur non structuré urbain et rural (rural et urbain séparés)
 - c) secteur de subsistance
 - d) secteur ménager.

Le secteur non structuré devrait inclure tous les travailleurs qu'ils soient payés ou perçoivent des recettes de la vente de leurs produits ou pas. Le secteur de subsistance doit réunir les travailleurs qui récoltent des produits agricoles et/ou transforment des produits pour leur propre consommation ou pour la vente. Le secteur ménager engloberait les travailleurs qui rendent des services au sein du ménage. Ce n'est qu'aux travailleurs employés dans le secteur moderne que l'on demanderait de spécifier dans quel établissement ils travaillent et quelle est leur profession.

3. Dans le contexte népalais, il est

particulièrement urgent d'élaborer des méthodes améliorées pour établir les statistiques du travail si l'on veut collecter celles-ci à travers les recensements.

4. Tous les enquêteurs et le personnel chargé de traiter les données doivent disposer d'instructions précises quant aux types de travail qui existent au Népal et ceux qui tendent à rester invisibles.
5. Les classifications des professions et des branches d'activité désagrégées par sexe doivent être publiées avec le plus de détails possibles.

LA CLASSIFICATION DES ACTIVITES DES FEMMES

TROIS ETUDES DE CAS: KENYA, MEXIQUE, NEPAL

 **INSTRAW**

Institut international de recherche et
de formation des Nations Unies
pour la promotion de la femme



INSTRAW



Institut international de recherche et de formation des
Nations Unies pour la promotion de la femme

B.P. 21747

Saint-Domingue, République dominicaine

tél.: (809) 685-2111

télécopie: (809) 685-2117

télex: (326) 4280 WRA SD

Imprimé à Saint-Domingue, République dominicaine, 1989
2,500 - Français